

APPEL A PROJETS 2019

Accompagnement du pastoralisme

-

**Type d'opérations 7.6.8 « Mise en valeur des espaces
pastoraux » du Programme de Développement Rural (PDR)
Limousin**

- Volet Animation - Etudes -

V1.0 DU 22/02/2019

SOMMAIRE

1	Orientation générale du dispositif 7.6.8 « Mise en valeur des espaces pastoraux »	2
2	Objectifs et cibles	2
3	Objet de l'appel à projet - volet Animation-Etudes	3
4	Modalités de l'appel à projets	3
5	Conditions d'admissibilité	5
6	Couts admissibles	6
7	Critères de sélection des projets	7
8	Modalités de financement	8
9	Sanctions applicables	9
10	Contacts	9

1 ORIENTATION GENERALE DU DISPOSITIF 7.6.8 « MISE EN VALEUR DES ESPACES PASTORAUX »

L'agriculture de moyenne montagne est fortement marquée par l'élevage et par les pratiques pastorales. Elle est à la fois un élément identitaire du territoire, porteur de savoir-faire, et un moyen de maintenir une activité structurante dans ces espaces de montagne et de coteaux. Or les élevages jouent un rôle prépondérant pour la préservation de milieux ouverts, tel que les prairies naturelles, les landes sèches, les zones humides et participent au maintien de la biodiversité dans ces territoires accidentés. Ils sont le fruit de pratiques traditionnelles et patrimoniales dans le Massif Central.

En termes d'emploi, il s'agit d'un vivier essentiel à l'échelle du Massif. Pourtant, les contraintes de ces milieux et les pertes en compétitivité fragilisent dangereusement cette activité caractéristique notamment sur le plateau des Millevaches. Les territoires de montagne et les autres zones de pastoralisme méritent donc une attention plus particulière et un soutien adapté.

Le domaine pastoral recouvre de vastes espaces de faible productivité qui sont des territoires naturels fragiles, siège d'une biodiversité floristique et faunistique remarquable et ordinaire. Ces espaces ont une forte valeur patrimoniale, notamment environnementale, paysagère et touristique, qui est le support de développement de nombres d'activités.

Ce territoire subit toutefois une forte déprise agricole, qui entraîne une perte de SAU et une fermeture importante des milieux, préjudiciable à l'attractivité touristique de la zone. La valorisation de cette ressource fourragère doit permettre aux éleveurs de maintenir une pratique pastorale extensive et de répondre à une attente sociale forte.

Le soutien au pastoralisme recouvre ainsi un enjeu patrimonial majeur, les pratiques pastorales contribuant largement à l'entretien de l'espace, au maintien des paysages, et à produire en conséquence de nombreuses externalités positives.

2 OBJECTIFS ET CIBLES

La Commission européenne a adopté les modifications apportées sur la version 9.0 du Programme de Développement Rural (PDR) limousin, intégrant les mesures en faveur du pastoralisme.

Ces modifications sont effectives à compter du 19 décembre 2018

L'objectif du dispositif 7.6.8 - Mise en valeur des espaces pastoraux – est de soutenir le maintien et le développement du pastoralisme collectif en tant qu'élément essentiel de la

structuration et du développement du territoire de montagne du Massif Central, dans une logique de valorisation patrimoniale. Il est donc proposé d'accompagner dans ce dispositif le développement du pastoralisme selon différents volets d'intervention, notamment l'animation de la zone pastorale.

Ainsi, globalement, cette opération consistera en un soutien à des investissements liés à l'entretien, à la restauration et à la réhabilitation d'un patrimoine en zone rurale constitué de sites à haute valeur naturelle, y compris dans leur dimension socio-économique.

Les différentes dispositions relatives au dispositif s'appliquent à l'ensemble des financeurs publics.

3 OBJET DE L'APPEL A PROJET - VOLET ANIMATION-ÉTUDES

Le maintien et le développement de l'activité pastorale au travers d'investissements à caractère collectif consiste en l'accompagnement d'infrastructures collectives nécessaires à la bonne conduite des troupeaux pour le pâturage raisonné et réparti sur l'ensemble de l'unité naturelle.

Ces prestations d'animation et d'aménagement de l'espace pastoral améliorent en même temps la rationalisation économique dans la gestion de ces territoires. Ils permettent d'assurer aux exploitations des ressources fourragères supplémentaires en augmentant la période de pâturage sur des espaces d'altitude avec une maturité décalée. Cette mesure est garante du maintien de l'emploi, de l'intérêt environnemental et paysager dans un contexte de multi-usages.

Cet appel à projet a pour but de sélectionner les candidats pour les études et l'animation pastorale qui se dérouleront en 2019 dans les zones de pastoralisme du Limousin.

4 MODALITES DE L'APPEL A PROJETS

4.1 CALENDRIER ET DUREE DES PROJETS

- 1 - Lancement de l'appel à projets : **le 22 février 2019**
- 2 - Date limite de dépôt des dossiers: le **1^{er} juin 2019** (cachet de la poste faisant foi ou tampon de réception par les services instructeurs en cas de remise en main propre)
- 3 - Comité de Sélection Régional : en juillet 2019 pour validation de la sélection des dossiers.
- 4 - Présentation de la proposition de programmation à l'Instance de Consultation Partenariale suivante la plus proche, sous réserve de délibération préalable des collectivités co-financeurs.

4.2 DEPOT DE LA DEMANDE

Le début d'éligibilité des dépenses vaut à partir de la date de dépôt de la première demande d'aide publique, et dans tous les cas, postérieure **au 1^{er} janvier 2019** (lorsqu'une **pré-demande minimale est déposée en DDT avant** et sous réserve de la fourniture des éléments nécessaires à une demande minimale).

L'autorisation de démarrage des travaux est accordée via **un AR de recevabilité** de la demande avec les **pièces minimales**, sans promesse de subvention.

Pour rappel et conformément à l'article 6 du Règlement Européen UE n° 702/2014, une demande d'aide contient à minima :

- une demande écrite avec la date et la signature du porteur de projet,
- le nom et la taille de la structure,
- la description des travaux envisagés, avec les dates prévisionnelles de début et de fin des travaux,
- la localisation des travaux,
- la liste des coûts admissibles,
- le type (subvention, prêt, garantie, avance récupérable ou autre) et le montant du financement public demandé,

Sur ce type d'opération, **un formulaire et une notice spécifiques accompagnent l'appel à projet et devront être utilisés** pour remplir la demande de subvention.

Cette demande de subvention doit être envoyée (ou déposée) auprès de la **DDT de Corrèze**. Le dépôt des demandes devra se faire « au fil de l'eau », de façon à faciliter l'instruction par les services.

La durée maximum de la réalisation des actions d'animation et d'études s'étendra entre le **1^{er} janvier 2019** (lorsqu'une pré-demande minimale est déposée en DDT avant) **et le 31 décembre 2020**. La durée de réalisation ne doit pas dépasser **12 mois** à compter de la date de commencement de l'animation et **24 mois** maximum à compter de la date de commencement des études.

4.3 TYPES DE BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires éligibles sont les suivants :

- Les organismes chargés de l'animation du territoire pastoral,
- Les Chambres d'agriculture,
- Les Associations loi 1901 à vocation agricole et pastorale.

4.4 ENGAGEMENTS DES BENEFICIAIRES

Dans le cadre de sa demande d'aide, le bénéficiaire s'engage notamment:

- à déposer un dossier complet et dûment renseigné (pièces justificatives, formulaires...etc.) auprès de la DDT de Corrèze.
- à ne pas demander de double financement de l'Union européenne et des financeurs sur son projet conformément à l'article 65 du règlement UE n° 1303/2013,
- à ne pas démarrer les prestations avant d'avoir déposé sa demande d'aide auprès du Guichet Unique Service Instructeur ou d'un financeur, conformément aux règlements UE n° 1303/2013 (article 65) et 1305/2013 (article 60). Toute opération d'animation ou de portage réalisée avant la demande d'aide minimale complète sera considérée comme non recevable au financement FEADER. Par exception, les dépenses telles que les études, les frais de conception des projets, etc... peuvent être retenues même si elles ont démarré avant le dépôt de la demande d'aides.
- à respecter l'ensemble des réglementations européennes et nationales en vigueur s'appliquant à son projet,
- à se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation et autoriser le contrôleur à pénétrer sur les parcelles concernées.
- à conserver pendant 5 années tout document ou justificatif se rapportant aux opérations réalisées et permettant de vérifier l'effectivité des engagements.

La globalité des engagements du bénéficiaire est stipulée dans le formulaire de demande d'aides.

5 CONDITIONS D'ADMISSIBILITE

5.1 LOCALISATION DES PROJETS ELIGIBLES

Les projets doivent être localisés dans les zones de pastoralisme traditionnel (incluses dans la zone rurale), c'est-à-dire dans la zone « Massif Central » de la Région Nouvelle-Aquitaine (départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne).

5.2 COHERENCE AVEC LES PLANS DE DEVELOPPEMENT

La cohérence des conditions d'admissibilité est vérifiée en Comité Technique Régional avec l'ensemble des partenaires des plans de développement des communes et des villages dans les zones rurales avec, pour les communes du Massif Central :

- les projets en cohérence avec le PSEM 2 (Plan de soutien à l'Economie Montagnarde), correspondant à la Convention Particulière pour les filières agricoles herbagères et connexes du Massif Central 2019-2020, dans le cadre de la Convention Interrégionale du Massif Central 2015-2020,
- les projets en cohérence avec le DOCOB et la charte Natura 2000, dans les zones classées.

6 COUTS ADMISSIBLES

6.1 DEPENSES ELIGIBLES

Les actions d'animation pastorale et les études éligibles sont les suivantes :

- Animation pastorale et territoriale, dont l'animation et l'accompagnement du gardiennage, le montage des plans de gestion liés au gardiennage, intégrant notamment les enjeux de biodiversité, de protection des troupeaux contre la prédation, du caractère multi-usages des espaces pastoraux,
- Animation relative à l'écobuage et à l'ouverture des milieux,
- Diagnostics et études pastorales,
- Animation foncière en vue de la création de nouvelles structures collectives AFP et GP,
- Animation foncière pastorale des AFP et GP sur le plan statutaire, comptable et juridique,
- Animation de l'émergence de l'ensemble des travaux d'amélioration pastorale et de cabanes pastorales (création, modernisation), comprenant le montage et le suivi du programme annuel de travaux sur les estives.

Ces études peuvent comprendre les études d'opportunité écologique, économique et paysagères préalables, les études de faisabilité.

Les dépenses éligibles sont retenues sur présentation d'un descriptif détaillé du projet sur le formulaire de demande, accompagné notamment d'un plan des zones pastorales bénéficiant de l'opération.

Sont retenues sur cet appel à projets :

- les prestations internes (dépenses directes du personnel affecté à l'opération : salaires, gratifications contractuelles, charges salariales et patronales),
- les dépenses en prestations externes,
- les dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement,
- la TVA non récupérable, pour tous les organismes (droit public et droit privé)

La capacité technique du bénéficiaire sur l'ensemble des actions d'animation pastorale à conduire sur l'année 2019 et la capacité technique de l'équipe d'animation proposée seront vérifiées.

6.2 DEPENSES INELIGIBLES

Ne **sont pas éligibles** les coûts de **montage du dossier** de demande de subvention FEADER et les frais de structure, les consommables.

La TVA est inéligible lorsqu'elle est totalement ou partiellement récupérée par la structure.

Les structures ne récupérant pas la TVA devront fournir une attestation du Centre des Finances publiques.

7 CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

Dans le respect des **principes** du PDR Limousin, la **sélection des projets d'animation et d'études** se fondera sur les critères et notations suivants :

- 1) Actions d'animation et d'études en lien direct avec la mise en œuvre des autres mesures du PDR, notamment le soutien au gardiennage : **8 points**
- 2) Actions en lien avec les travaux et investissements d'aménagement pastoraux prioritaires (accès à l'eau, accès des zones de pâturages collectifs, cabanes) concomitants ou à venir : **6 points**
- 3) Actions d'animation de l'écobuage et de valorisation des espaces pastoraux, d'animation des structures collectives de gestion et d'utilisation pastorale : **4 points**

Le seuil de sélection des dossiers est fixé à **4 points**.

Les points ne se cumulent pas : le projet se verra attribuer une note correspondant au plus élevé des critères le concernant.

Pour chaque structure d'animation pastorale retenue, une analyse détaillée des actions proposées et des moyens humains affectés sera effectuée. Seules les actions ou parties

d'actions ciblées et justifiées seront retenues par le Comité de Sélection de cet appel à projet.

Cette notation sera faite par la DDT, Service Instructeur, au vu des justificatifs présents dans le dossier.

CIRCUIT DE SÉLECTION

Le classement des candidats et la cotation de leur projet seront réalisés par le Comité de Sélection Régional « Pastoralisme » qui se réunira en juillet 2019 et établira la liste des projets classés selon leur priorité, en vue de leur proposition à l'Instance de Consultation partenariale le plus proche.

8 MODALITES DE FINANCEMENT

Maquette budgétaire 2015-2020 :

Crédits au titre des types d'opération 7-6-8 et GARD02:

- FEADER : taux de cofinancement de **63 %** - 200 000 € pour la période 2019-2020 sur le PDR Limousin.
- Nécessité d'apport des contreparties nationales à hauteur de **37%**.

Moyens potentiels de contreparties nationales affectés sur 2019 sur le volet « Animation Etudes »

- Cofinancements possibles par l'État (CGET Massif Central) et du MAA : crédits FNADT, crédits BOP 154 du MAA sous réserves et conditions propres au financeur.
- Cofinancement des collectivités :
 - la Région Nouvelle Aquitaine pour l'animation de l'écobuage,
 - les départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne, le cas échéant,
- Le cas échéant, l'autofinancement des maîtres d'ouvrages publics reconnus OQDP en contrepartie du FEADER.

Enveloppe indicative (tous financeurs confondus) : 50 000€

Plafonds de dépenses éligibles :

Le montant des dépenses éligibles sur les projets Animation et Etudes est plafonné à **60 000 €** par projet.

Taux d'aide publique :

- **70%** pour les études et actions d'animation pastorale,

Le total des aides apportées par les financeurs publics doit atteindre obligatoirement le taux fixe d'aide publique.

9 SANCTIONS APPLICABLES

En cas d'anomalie repérée lors des contrôles, le bénéficiaire sera tenu informé par le service instructeur.

La totalité du montant de l'aide pourra être réclamée au bénéficiaire si :

- Le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles administratifs
- En cas de cession d'une activité avant la fin des engagements, sans reprise effective. Une opération (infrastructure ou investissement productif) est dite pérenne si elle n'a pas fait l'objet de modifications importantes en lien avec ses objectifs et sa nature dans les 5 ans à compter du paiement final de l'aide.
- S'il est établi que le bénéficiaire a délibérément effectué une fausse déclaration, le reversement intégral de l'aide lui sera demandé.

En cas d'anomalie constatée, une réduction de l'aide apportée pourra être pratiquée.

10 CONTACTS

Instruction, dépôt des demandes, suivi individuel des projets :

DDT de la Corrèze, guichet unique et Service Instructeur pour les 3 départements limousins :

François TRIGNOL : francois.trignol@correze.gouv.fr : 05 55 21 82 38

Alex BOUVARD : alex.bouvard@correze.gouv.fr : 05 55 21 82 40

Renseignements complémentaires :**Association pour le Pastoralisme de la Montagne Limousine (APML) :**

Olivier VILLA : o.villa@pnr-millevalches.fr – 05 55 96 97 07 (Contact provisoire)



La Nouvelle-Aquitaine et L'Europe
agissent ensemble pour votre territoire



Région Nouvelle-Aquitaine - site Bordeaux, Autorité de Gestion du programme:

Jean-Louis JAUREGUIBERRY: jean-louis.jaureguiberry@nouvelle-aquitaine.fr : 05 57 57 51 41

Fanny RICHARD: fanny.richard@nouvelle-aquitaine.fr - 05 57 57 38 39

DRAAF Nouvelle-Aquitaine - site Aquitaine:

Loïc CARTAU : loic.cartau@agriculture.gouv.fr - 05 56 00 42 60

Jean-Remi DUPRAT: jean-remi.duprat@agriculture.gouv.fr - 05 56 00 42 01

Mise en ligne des appels à projets Pastoralisme, du formulaire et de la notice 2019 sur les sites de la Région Nouvelle-Aquitaine et Europe en Nouvelle-Aquitaine :

les-aides.nouvelle-aquitaine.fr

www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr